

Introduction

Professionnalisations problématiques

Delphine Corteel, Jérôme Pélisse et Emmanuelle Walter



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/formationemploi/2048>

DOI : [10.4000/formationemploi.2048](https://doi.org/10.4000/formationemploi.2048)

ISSN : 2107-0946

Éditeur

La Documentation française

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2009

Pagination : 5-8

ISSN : 0759-6340

Référence électronique

Delphine Corteel, Jérôme Pélisse et Emmanuelle Walter, « Introduction », *Formation emploi* [En ligne], 108 | octobre-décembre 2009, mis en ligne le 01 janvier 2012, consulté le 30 octobre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/formationemploi/2048> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/formationemploi.2048>

DOSSIER

Introduction : Professionnalisations problématiques

Delphine Corteel, Jérôme Pélisse et Emmanuelle Walter*

Dans une société très sensibilisée par les questions liées au travail et à l'emploi – la montée du chômage tout comme la question de la souffrance au travail font la une depuis plusieurs mois –, la professionnalisation est une thématique d'actualité. Qu'il s'agisse du contrat de transition professionnelle, que le gouvernement envisage de généraliser pour accompagner, sinon « re-professionnaliser » les chômeurs, ou du statut d'auto-entrepreneur, censé faciliter la professionnalisation de nombreuses activités et/ou individus, la notion « *ponctue la rhétorique des politiques d'emploi* » (Labruyère, 2004). Au-delà, la professionnalisation est devenue une catégorie pratique utilisée par de nombreux acteurs, pour gérer les activités, revendiquer des positions ou une culture (professionnelle) ou même, à la manière des sociologues, analyser les transformations du travail. Dans le domaine de la recherche scientifique aussi, le thème de la professionnalisation est aujourd'hui consacré, comme en témoignent de nombreuses recherches, colloques ou réseaux nationaux et européens.

La notion n'est pourtant pas exempte de critiques qui questionnent ses usages sociaux, pointent son ambivalence, sa polysémie et son caractère plus performatif que scientifique (Gadéa et Demazière, 2009 ; Loirand, 2004). Le débat français est ainsi marqué par des postures tendues entre une interprétation des nouvelles « professionnalisations » comme témoins

d'une société capable de se renouveler autour de la valeur « travail », et une analyse critique de la « professionnalisation » comme nouvelle forme de « consentement au travail » et de « servitude volontaire ». Dans les deux cas, tout se passe comme si la notion de professionnalisation pouvait servir de nouvelle référence épistémologique à une analyse objective du travail, alors que « *sa forte teneur politique* » en fait « *un enjeu de lutte régulier entre ses partisans et ses adversaires* » (Loirand, 2004)¹.

* **Delphine Corteel** est maître de conférences en sociologie, directrice de l'Institut régional universitaire de sciences sociales appliquées de l'université de Reims Champagne-Ardenne et chercheuse à l'IDHE Cachan (Institutions et Dynamiques Historiques de l'Économie, UMR CNRS). Elle a publié récemment : « Lutter pour la reconversion d'un site industriel et la dignité des hommes qui l'ont fait vivre. Analyse d'expériences menées par les ex-salariés de Metaleurop-Nord. », in J.-Y. Causer et W. Gasparini (dirs.), *Les identités au travail. Analyses et controverses*, Toulouse, Octarès, (2009) ; avec Zimmermann B. (2007), « Capacités et développement professionnel », *Formation Emploi*, n° 98, avril-juin. .../...

¹ L'exemple de la sociologie du sport montre bien comment la notion de « professionnalisation peut se trouver "mise à contribution" dans les luttes internes qui agitent les organisations sportives de toutes sortes, soit au service de ses "partisans", soit au service de ses "opposants" » (Loirand, 2004).

Jérôme Pélisse est maître de conférences en sociologie à l'université de Reims, chercheur à l'IDHE Cachan. Parmi ses publications récentes : « Judicialisation ou juridicisation ? Usages et réappropriations du droit dans les conflits du travail », *Politix* n° 86, (2009) ; avec R. Melot (2008), « Prendre la mesure du droit : enjeux de l'observation statistique pour la sociologie juridique », *Droit et Société*, n° 69-70 ; avec Beroud S., Denis J.-M., Desage G., Giraud B. (2008), *La lutte continue ? Les conflits du travail dans la France contemporaine*, Coll. « Raison d'agir », Le Croquant, Bellecombes en Bauge.

Emmanuelle Walter est maître de conférences. Elle fait partie du laboratoire d'étude et de recherche sur les professionnalisations (LERP/ JE 2537), UFR-STAPS, université de Reims. Ses domaines de recherche sont le bénévolat, les associations sportives, la professionnalisation dans les clubs sportifs. Elle a notamment publié : avec Falcoz M. (2007), « Travailler dans un monde de bénévoles : contraintes et limites de la professionnalisation dans les clubs sportifs », *Revue des études coopératives, mutualistes et associatives*, RECMA, n° 306, pp. 78-91, ainsi qu'avec Falcoz M. (2009), « L'emploi dans le sport associatif et fédéral. Un état de la question », *Revue internationale des Sciences du Sport et de l'Education Physique*. STAPS, n° 83, pp. 43-54.

La sociologie des professions d'inspiration américaine n'est pas plus enthousiaste aujourd'hui à l'égard de la notion de professionnalisation, marquée par une problématique fonctionnaliste bousculée par les critiques des perspectives interactionnistes, néomarxistes ou néo-weberiennes (Champy, 2009).

Pourquoi alors revenir aujourd'hui sur des terrains aussi divers que les fermetures d'usine, les transformations du monde du sport ou celles de la formation, en se munissant de ce concept fourre-tout qui, à force d'analyser toutes les activités sous l'angle de la professionnalisation, ne désigne plus guère qu'un processus flou, revendiqué par de nombreux acteurs, instrumentalisé par l'action publique et enjeu de lutte plus que descripteur forcément pertinent d'évolutions sociales et... professionnelles ? Parce que la perspective de ce dossier est d'interroger autrement la notion de « professionnalisation ». Sans entrer dans les débats autour de sa légitimité, il propose une réflexion sur les *processus* de professionnalisation, et sur le jeu des acteurs lorsqu'ils évoluent dans des contextes professionnels problématiques. Quels sont les

ressources, les savoirs, les réseaux mobilisés ? Quels sont les obstacles et les limites rencontrés ? Que ces problèmes soient liés au monde professionnel en question, aux temporalités dans lesquelles se situent ces processus, aux formes d'action publique qui les encadrent ou aux stratégies des acteurs qui s'y affrontent, c'est à chaque fois le caractère problématique de ces processus qui est au cœur de ce dossier.

En décentrant le regard des professions établies, il s'agit d'analyser comment la dimension collective de tout processus de professionnalisation se construit, mais surtout quelles difficultés elle rencontre dans cette construction. Les raisons peuvent en être multiples : ruptures plus ou moins brutales de ces collectifs liées à des fermetures d'entreprises ; modalités de l'action publique, dans le domaine de la formation par exemple, qui contribuent à faire passer d'un modèle professionnel à un autre (dans le domaine du travail social par exemple) ; résistance du champ d'activité concerné à un processus de professionnalisation au nom de valeurs qui lui seraient antithétiques (comme le bénévolat sportif) ; dépendances inscrites envers d'autres acteurs qui visent à préserver, de façon ambiguë, la dimension individuelle des activités professionnelles (comme c'est le cas chez les experts judiciaires) ; ou « territoires professionnels » traditionnellement inscrits dans le domaine du public et guère favorables à l'émergence d'une activité privée, comme l'illustre le cas des communicateurs publics.

Cette perspective présente un double intérêt : d'une part, les contributions de ce dossier ne s'intéressent pas à des professions établies et prestigieuses mais, suivant les enseignements de Hughes et de nombre de ses disciples (Hughes, 1996), à des métiers non nobles (les ouvriers de l'industrie) et/ou à des groupes plus ou moins dominés (les interprètes-traducteurs auprès de la justice, les travailleurs sociaux, les salariés du sport associatif, les communicateurs publics). De ce point de vue, la notion même de profession fait problème, constitue un enjeu saisi par de multiples acteurs et ne peut être appréhendée que comme un processus dynamique, y compris lorsqu'elle tend à disparaître, notamment dans son substrat collectif quand des usines ferment. D'autre part, les contributeurs placent les types d'impossibilités, les obstacles et autres limites que rencontrent ces processus, au cœur de leur analyse.

Les contributions s'organisent donc autour de plusieurs angles d'approche :

- La professionnalisation est tout d'abord questionnée à travers des secteurs d'activités « en construction », en montrant le caractère atypique ou ambigu de ces « métiers », notamment en regard des obstacles constatés à une normalisation des conditions d'emploi. Inachevées, fragiles, marquées par une forte précarité objective, voire par une situation de sous-emploi, ces professionnalisations problématiques constituent des cas particuliers qui permettent de montrer notamment comment les acteurs concernés se positionnent plus ou moins favorablement dans ces espaces déterminés, en fonction de leurs dispositions et de leurs trajectoires ;
- La professionnalisation est ensuite abordée sous l'angle de la relation formation-emploi, en confrontant notamment les injonctions croissantes à la professionnalisation des formations universitaires et aux missions d'insertion professionnelle de l'Université (notamment dans le secteur sanitaire et social), au caractère approximatif, variable et inégal, en tout cas problématique, de cette professionnalisation ;
- Elle est enfin interrogée à travers les effets de l'interruption d'un processus de professionnalisation suite à des licenciements et/ou des fermetures d'usines. Le processus de « dé-professionnalisation »/ « re-professionnalisation » pose en particulier la question de l'accompagnement des salariés licenciés en vue de la poursuite de leur parcours professionnel.

Le dossier est constitué de cinq articles qui, tous, s'appuient sur des enquêtes de terrain. Employant des méthodologies variées, ils mettent au centre de l'analyse le caractère problématique de processus à partir desquels aucune finalité n'est postulée. Il ne s'agit pas en effet de juger, ni même de mettre en exergue, si telle ou telle activité fait l'objet d'une professionnalisation impossible ou réussie, en voie d'institutionnalisation ou de disparition. Mais bien plus de souligner quels obstacles, limites, problèmes,

tensions caractérisent ces processus, en mettant l'accent sur les jeux dynamiques et conflictuels qui font de la professionnalisation un processus toujours inachevé, traversé d'enjeux où s'affrontent divers travailleurs, clients ou publics. Que l'on évoque les experts interprètes-traducteurs auprès des tribunaux et leur dépendance à l'institution judiciaire (Keltoume Larchet et Jérôme Péliasse) ; le monde du sport, avec ses pratiquants, ses encadrants, ses administratifs ou ses responsables et surtout ses valeurs qui seraient antithétiques au processus de professionnalisation (Emmanuelle Walter et Marc Falcoz) ; ou les stratégies des communicateurs publics contractuels en territoire fonctionnarisé (Dominique Bessières), ce sont bien les difficultés que rencontre un ensemble d'activités à se professionnaliser et à être considérées comme professionnelles par les uns (qui les pratiquent et les revendiquent) et/ou par les autres (qui les rencontrent, s'y confrontent ou les utilisent), qui sont analysées. De même, étudier les manières dont des associations d'anciens salariés tentent de re-professionnaliser des personnes, sinon des collectifs, dé-professionnalisés par la fermeture d'usines (Delphine Corteel), tout comme les injonctions simultanées à la professionnalisation des formations du secteur sanitaire et social et à « l'universitarisation » de ces formations (Marc Fourdrignier) amène à s'interroger sur les diverses façons dont se construit la dimension collective et interactive de ces processus. En analysant ces problèmes (leur nature, leur temporalité, leurs « territoires », ainsi que les acteurs qu'ils mobilisent, et en particulier les acteurs publics), et en multipliant les entrées (la formation initiale ou continue, les modes d'institutionnalisation de ces groupes et le degré de clôture des marchés du travail, les valeurs véhiculées au sein de ces mondes du travail, etc.), il s'agit d'identifier certaines dimensions explicatives des difficultés que rencontrent de nombreux groupes professionnels, ou plutôt de personnes exerçant des activités de manière professionnelle, à... se professionnaliser.

Bibliographie

Champy F. (2009), *La sociologie des professions*, Paris, PUF Collection « Quadrige ».

Demazière D. et Gadéa Ch. (2009), *Sociologie des groupes professionnels. Acquis récents et nouveaux défis*, Paris, La Découverte, Collection « Recherche ».

Hughes E. C. (1996), *Le regard sociologique. Essais choisis. Textes rassemblés et présentés par J.M. Chapoulie*, Paris, Éditions de l'EHESS.

Labruyère C. (2000), « Professionnalisation : de quoi parlent les chercheurs, que cherchent les acteurs ? », *Formation Emploi* n°70, pp. 33-41.

Loirand G. (2004), *Dispositions et pratiques sportives. Débats actuels en sociologie du sport*, Paris, l'Harmattan, pp. 17-227.